

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ DE LA DIRECTION

« Le, soussigné, Andrée Saint-Georges, directrice générale de Culture Lanaudière, confirme, par la présente, au meilleur de sa connaissance que, et ce pour la période du 19 janvier 2024 au 13 mars 2024

1. Les états financiers présentés périodiquement reflètent bien la situation financière de l'organisation à la date indiquée en conformité avec les principes comptables généralement reconnus;
2. Il n'y a aucune plainte pouvant conduire à des poursuites judiciaires ou aucune poursuite judiciaire connue de la direction (ou il y a x plaintes ou poursuites judiciaires en cours);
3. L'organisation n'a aucun arrérage dans le paiement des salaires, avantages sociaux, vacances ou toute autre forme de compensation, les cotisations syndicales et autres prélèvements demandés par le salarié (collectivement appelée « compensation ») auxquels chacun des employés a droit;
4. Des fonds suffisants ont été prévus afin de résoudre toute réclamation encore en suspens faite par tout employé ou ancien employé de l'organisation pour compensation non payée, s'il y a lieu.
5. L'organisation n'a aucun arrérage soit en retenant ou en remettant aux agences gouvernementales concernées (fédérales et/ou provinciales) tout montant requis à être retenu ou remis par l'organisation notamment en vertu des lois suivantes :

5.1 la loi de l'impôt sur le revenu (Canada) (DAS)	5.7 la loi sur la taxe d'accise (Canada)
5.2 la loi sur les impôts (Québec) (DAS)	5.8 La loi sur la taxe de vente du Québec
5.3 la loi sur le Régime des Rentes du Québec	5.9 la loi sur la Santé et la sécurité du travail
5.4 la loi sur l'assurance-emploi (Canada)	5.10 la loi sur les normes du travail du Québec
5.5 la loi sur le régime québécois d'assurance parentale	5.11 la loi sur la taxe sur les produits et services (Canada)
5.6 la loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec	
6. L'organisation respecte les prescriptions découlant des lois suivantes :

6.1 la loi favorisant le développement de la formation de la main d'œuvre (Québec)
6.2 la loi sur les droits d'auteur
6.3 la loi sur les marques de commerce
6.4 La loi sur la concurrence ou
6.5 tout statut, règlement, ordre, jugement, décret d'un organisme officiel, gouvernemental ou paragouvernemental, ayant force de loi ou non, sous lequel, s'il y avait un défaut de retenir ou remettre de telles sommes, donnerait lieu à une poursuite contre les administrateurs de l'organisation.
7. L'organisation a souscrit et maintient en vigueur une assurance responsabilité des administrateurs de l'organisation.
8. L'organisation satisfait aux exigences environnementales en matière d'environnement et se conforme à la loi sur la qualité de l'environnement du Québec, ses règlements, décrets, arrêtés en conseil ainsi qu'à toute législation ou réglementation fédérale, provinciale, régionale et municipale en matière environnementale.

Fait à Joliette, le 13 mars 2024.



Andrée Saint-Georges
Directrice générale et
Secrétaire corporative